

Revirement de situation sur le Marché du Porc Breton

Nouveau rebondissement ce jeudi 24 septembre dans la crise du porc. Daniel Picart, le président du Marché du Porc Breton (MPB) de Plérin (22) quitte son poste. "Je ne démissionne pas, on m'a demandé de démissionner" précise-t-il. La cotation du jour a été repoussée à une date ultérieure.

Ce changement de président à la tête du marché intervient en pleine crise porcine, on remarque que les derniers accords n'ont rien changé. Après plusieurs semaines de crise, qui ont connu leur apogée en juillet quand des éleveurs ont manifesté leur colère en bloquant de nombreux axes routiers, la filière porcine se distingue avec de nouvelles tensions.

Zoom sur un marché en crise : le marché du porc Breton.

Pourquoi le marché de Plérin est-il aussi important et pourquoi le nomme-t-on "marché au cadran" ?

Contrairement aux autres viandes, le prix du porc est directement relié au cours en vigueur dans une « bourse » située en Bretagne car la région regroupe 60 % des élevages porcins en France.

Pour les autres viandes, comme le bœuf une tendance nationale est calculée par l'organisme public AgriMer à partir des transactions entre éleveurs et négociants ou abatteurs.

C'est donc dans une petite salle du Marché du Porc Breton, à Plérin (Côtes-d'Armor), où se décide, deux fois par semaine (le lundi et le jeudi), le prix du kilo de porc. L'importance du marché de Plérin ne tient pas tant au volume des échanges qu'au fait

que le prix fera, par convention, référence au niveau national.

Le MPB assure 25 % des ventes de porcs en Bretagne, et 18 % au niveau national.

La vente se fait par un système d'enchères dégressives. Les abatteurs (industriels) achètent aux éleveurs et c'est ainsi qu'est fixé le prix, par une confrontation directe entre l'offre et la demande comme en salle des ventes.

Concrètement, un lot est proposé à un certain prix, fixé selon des critères tels que la taille du lot, la proximité de l'élevage avec des abattoirs ou de grands axes routiers. Les abattoirs ont chaque semaine un quota de porcs qui leur est réservé, selon leur importance sur le marché.

Le prix du lot diminue ensuite progressivement de 0,001 centime en 0,001 centime. Quand un acheteur est intéressé, il appuie sur un bouton

et son identifiant s'affiche sur le cadran de la salle, d'où le nom de la vente. L'éleveur vendeur doit ensuite accepter ou non le prix proposé.

Les abattoirs revendent ensuite la viande achetée à la grande distribution, en fixant les prix de gré à gré. Enfin, la viande est vendue dans les super et hypermarchés, à un prix que fixe l'enseigne.

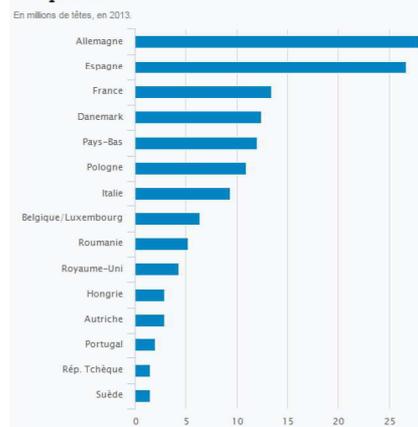
Comment les prix ont-ils évolué récemment ?

Le prix du porc n'a cessé de baisser depuis septembre 2014, atteignant 1,20 euro le kilo alors que le coût de production est environ de 1,55 euro en moyenne. En cause différents facteurs : une baisse de la consommation, une augmentation de la production européenne (notamment en Espagne et en Allemagne), l'embargo sanitaire russe sur la viande de porc européenne décrété en février 2014...



<http://ysope.over-blog.net/2015/08/crise-du-porc.html>

► Principaux cheptels de porcs dans l'Union européenne



Source : Les Echos

Situation comparative des prix 1^{ère} semaine Août 2015 / 2014

Semaine 32	Sem 32 / 2014	Sem 32 / 2015	Différence en cts	%
Allemagne AMI	1,63	1,38	- 25 cts	-15,35 %
MPB France	1,424	1,404	- 2 cts	- 1,40 %
Vion Pays-Bas	1,60	1,34	- 26 cts	- 16,25 %
DC Danemark	1,42	1,2	- 22 cts	- 15,49 %
Danis Belgique	1,17	0,95	- 22 cts	- 18,80 %
Lleida Espagne	1,423	1,256	- 17 cts	- 11,74 %
Covavee Belgique	1,561	1,319	- 24 cts	- 15,50 %
Italie	1,525	1,309	- 22 cts	- 14,16 %

Source : le site 20Minutes

Pourquoi des industriels ont-ils boycotté la vente ?

C'est début août que les deux gros transformateurs que sont Cooperl et Bigard-Socopa, représentant à eux deux 30 % des achats de porc à Plérin, ont claqué la porte et boycotté les ventes ; estimant que les prix étaient désormais trop élevés et dénonçant « une cotation politique totalement décalée du prix de marché européen ». En effet, le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, avait estimé « nécessaire » que les prix payés aux producteurs remontent « rapidement » à 1,40 euro, prix correspondant à l'estimation du coût de production, ce qui est le cas depuis le 23 juillet. La Cooperl quant à elle, affirme perdre 35 centimes d'euro pour chaque kilogramme vendu à l'export.

Les abatteurs s'alarment en effet de ne pouvoir rivaliser avec leurs concurrents européens, parfois plus compétitifs. L'Allemagne est notamment accusée et a fait l'objet de plusieurs plaintes au niveau européen pour « dumping social ». Les failles d'importants abattoirs, comme GAD en Bretagne ou AIM en Normandie, ont illustré ces dernières années la situation difficile du secteur en France.

Pourquoi l'objectif des 1,40€ le kg abandonné ?

Ce jeudi 24 septembre au matin, la section porcine de l'UGPVB (Union des Groupements de Producteurs de Viande de Bre-

tagne) a annoncé qu'elle renonçait, afin de préserver l'existence du Marché du Porc Breton (MPB), à l'objectif de prix de 1,40 euro qui avait pourtant été fixé pour les éleveurs avec le gouvernement en juin.

Le président de l'UGPVB, Michel Bloc'h, a expliqué: "On souhaite que le marché refonctionne normalement. Si on continue dans cette voie, il n'y aura plus de marché, les opérateurs n'y viendront plus", en raison de la déconnexion avec les prix pratiqués dans les autres pays producteurs européens. Une explication de ce revirement de position par rapport à un prix de 1,40€ auquel les producteurs étaient plus qu'accrochés.

Au lendemain de la décision de l'Union des Producteurs, le prix au kilo a donc baissé de 3,30 centimes, à 1,3444 euros au marché au cadran vendredi 25 septembre. Bien loin du seuil d'1,40 euro exigé par le gouvernement. Jeudi, la cotation avait été suspendue à cause du retrait de deux abattoirs, Abera (groupe Sofiprotéol) et Bernard (Jean Floch), imitant ainsi la Cooperl et Bigard qui refusaient de payer le kilo à ce prix.

C'est donc devant la pression de ces abattoirs que l'UGPVB a décidé de demander aux abatteurs présents au marché de ne plus acheter à 1,40 euro le kilo. "Si nous n'avions pas pris cette décision, c'était le dernier marché au MPB aujourd'hui", s'est justifié le président, Michel Bloc'h.

Le président du MPB poussé à la démission ?

Après cette annonce, Daniel Picart, qui présidait le MPB depuis cinq ans, a dénoncé devant le conseil d'administration la "trahison" qui le poussait à démissionner. Il a été remplacé par François Pot, par ailleurs Président du Groupement de Producteurs de Porcs Porélia.

Selon ses propos, Daniel Picart s'est vu sanctionné par les groupements d'éleveurs pour son "manque de sympathie" avec la Cooperl et Bigard.

Par ses positions sans concession pour les acheteurs, Daniel Picart apparaissait comme un point d'entrave à faire sauter pour rétablir le dialogue avec les acheteurs.

Quelle solution pour mettre fin à cette crise ?

Selon le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, la contractualisation serait la solution à cette crise. En effet, elle permettrait à la filière de lier des contrats tripartites entre éleveurs, industriels et grande distribution, intégrant des volumes et des prix.

La création de "caisses de sécurisation" dotées de conditions fiscales avantageuses devrait les protéger en permettant de partager les risques liés à la fluctuation du marché.

LA CRISE DES MIGRANTS

L'été 2015 est devenu un moment clef dans l'histoire des migrations vers les pays européens. Les flux se sont non seulement intensifiés mais les routes empruntées ce sont diversifiées notamment pour les transits via la Méditerranée et les Balkans. Les politiques sur le sujet se sont également dynamisées suite à la décision allemande.

On assiste depuis le début de l'année 2015 à une nette augmentation du nombre de réfugiés en Europe avec plus de 60% d'arrivées supplémentaires ; en chiffres ce sont plus de 350 000 personnes qui ont affronté les eaux méditerranéennes contre à peine 220 000 l'année dernière selon l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations). Comme l'a prouvée la photo du jeune syrien face contre sable, la majorité des migrants périssent en mer ou pendant leur difficile trajet clandestin. Le prouve également les 71 personnes mortes asphyxiées le 27 août dernier dans un camion en provenance de Hongrie.

C'est une grave crise migratoire à laquelle l'Europe doit faire face.



<http://www.republicofogo.com/>



Photo by Sergey Ponomarev for The New York Times

A quoi cette hausse est-elle due ?

En s'intéressant aux principaux pays demandeurs d'asile, la Syrie arrive en tête. Eu regard du début de la guerre en Syrie et l'augmentation des réfugiés en Europe, pas de doute sur ce lien direct. Le conflit syrien a un poids indéniable dans les flux migratoires actuels. De plus, selon le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR), la Syrie est le pays comptant le plus de réfugiés. En effet, 34% des habitants syriens sont des réfugiés (est considéré comme réfugié toute personne ayant demandé ce statut, qu'il soit accordé ou refusé).

Les dix principaux pays d'origine des primo-demandeurs d'asile dans l'UE, en milliers et en %, en 2015*

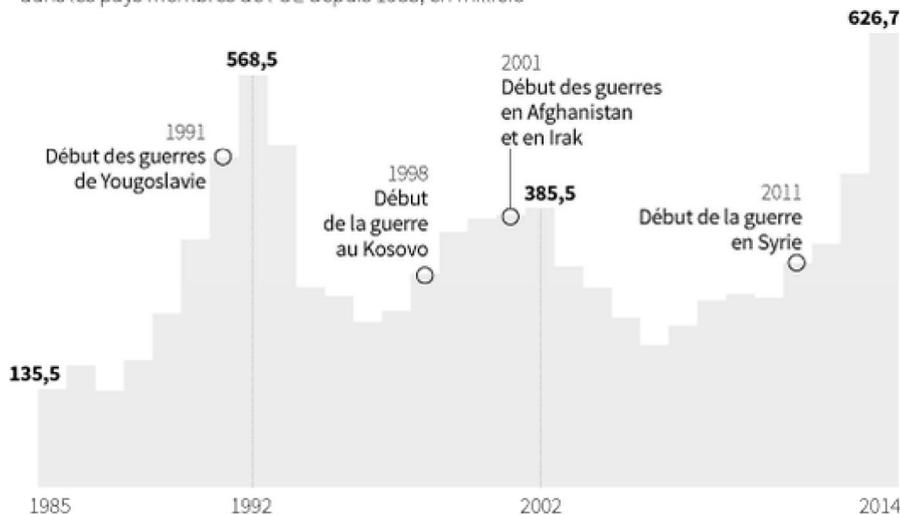
Pays	Milliers	%
SYRIE	58,2	18,5 %
KOSOVO	58,5	15,9 %
AFGHANISTAN	37	10 %
ALBANIE	25,1	6,8 %
IRAK	19,1	5,2 %
PAKISTAN	12,4	3,4 %
ERYTHRÉE	11,3	3,1 %
SERBIE	11,1	3 %
UKRAINE	9,1	2,5 %
NIGERIA	8,5	2,3 %

SI LA GUERRE EN SYRIE A ACCÉLÉRÉ LE PHÉNOMÈNE

CE CONFLIT N'EST PAS L'UNIQUE CAUSE

LA PLUS GRANDE VAGUE DE RÉFUGIÉS DEPUIS 30 ANS

Evolution du nombre de demandeurs d'asile dans les pays membres de l'UE depuis 1985, en milliers



Graphique : www.lemonde.fr

A ce conflit s'ajoute également le conflit en Lybie qui fait rage depuis l'été 2014, conflit illustrant l'échec de la transition post-Kadhafi sans oublier l'actuelle situation de la Grèce. Certes, la Syrie, d'une part avec son statut de pays d'accueil de réfugiés, d'autre part avec l'instabilité politique qui y règne, est un des facteurs clefs de cette migration évolutive. Mais la réelle cause est mondiale. Les erreurs américaines en Irak, la France avec l'expédition en Lybie en 2011, etc. sont autant de causes responsables de cet afflux de migrants.

Les migrants, entre accord et désaccord

Quand certains voient des avantages dans cette crise migratoire, d'autres broient du noir.

Selon Thibault Gajdos, chercheur au CNRS « aucun économiste n'a jamais réussi à démontrer un lien évident entre immigration et chômage » les flux migratoires actuels font débat. En juin dernier, le Conseil européen n'a su gérer le nombre grandissant de demandes d'asile. Les désaccords entre les leaders européens ont rendu impossible toute prise de décision quant au « plus grand défi » auquel est confrontée l'Europe selon la chancelière allemande Angela Merkel. Dénoncées comme déséquilibrées, les règles de Dublin sont montrées du doigt. Une confusion règne en Europe quant aux quotas de réfugiés de chaque pays.

Risque d'image et d'éthique

Les choses vont s'accélérer après l'annonce d'Angela Merkel qui ne veut pas renvoyer les demandeurs d'asile chez eux. Elle en appelle donc aux pays européens pour défendre les droits civils universels. Un poids pèse sur l'Europe, mais aucune solution concrète n'est encore validée. Cette décision aura un impact direct sur l'image de l'Union Européenne et son éthique, l'opinion publique jouera ici son rôle en interne de chaque pays.

Risque économique

D'un point de vue économique, la question des migrants pèse le pour et le contre. L'accueil des réfugiés est coûteux sur le court terme du fait des infrastructures d'accueil et de la mise en place de politiques d'accompagnement mais cela resterait inférieur à l'enrichissement moyen terme que ce phénomène peut générer. En réduisant ce temps d'intégration des réfugiés dans les pays



Des réfugiés s'accumulent dans un train à la gare de Budapest le 3 septembre | REUTERS

d'accueil, on maximise sa rentabilité future dans le monde du travail. C'est ce que prône l'OCDE en affirmant également que leur contribution économique couvre très largement les dépenses engendrées et les prestations sociales accordées. L'agence Standard & Poor's analysant une note comprenant l'impact d'une crise migratoire affirme que cette crise migratoire n'affaiblira, ni l'économie ni les budgets européens. Elle estime même qu'une légère évolution positive de l'économie européenne est à envisager.

Risque sanitaire et social

L'insalubrité et les risques sanitaires sont le quotidien de chacun des réfugiés. Risque d'épidémie, de pathologies infectieuses ou encore rupture sociale sont autant de risques à prendre en compte pour une bonne intégration des réfugiés. Du voyage à l'arrivée au campement, chaque réfugié est exposé à un grand nombre de risques sanitaires plus ou moins conséquents et non négligeables. S'ensuit

également une confrontation à la précarité et à la discrimination qui sont autant d'enjeux vitaux, tout comme le possible déclassement social face aux natifs. La mise en place d'infrastructures et de politiques d'accompagnement restent non négligeables pour assurer le bon déroulement d'une crise migratoire de cette envergure.

Risque politique

Une crise migratoire d'envergure actuelle est une source intarissable de conflits, pour les pays d'accueil mais pas que. Certes, la mise en place d'une politique commune européenne n'est pas encore terminée engendrant conflits et désaccords mais il ne faut guère oublier les pays avoisinant. Si en interne une telle crise instaure tension politique entre partis nationaux se rejetant la faute les uns sur les autres, les pays européens n'arrivant pas à aboutir à une solution commune quand est-il des pays hors UE livrés à eux-mêmes?

FOCUS SUR LE CONFLIT SYRIEN

Mettons en œuvre un raisonnement géopolitique afin de mieux cerner la situation actuelle en Syrie, car comprendre le conflit c'est comprendre l'origine des flux et avancer sur une solution.

D'un point de vue historique et politique Damas eu un rôle important dans le califat du temps des Omeyyades au cours des VIIème et VIIIème siècles. Entre le XVème siècle et la première Guerre Mondiale, l'actuelle Syrie appartient à l'empire Ottoman, sous domination turque. En 1914, les Turques s'allient aux allemands dans le but de se prémunir contre la Russie mais également pour se débarrasser des détenteurs de droits de commerce comme la France et les Anglais. Ils sortent donc vaincu de cette guerre, mettant fin à l'empire Ottoman début des années 1920. Grâce au général Mustapha Kemal, la Turquie conserve ses frontières actuelles La Société des Nations (SDN) concède, dès 1919 avec le traité de Versailles, à la France un mandat sur la Syrie et à l'Angleterre un mandat sur la Mésopotamie et la Palestine. En 1920, la France crée un Etat du Grand Liban, à dominante chrétienne, sur la côte, scindant ainsi le territoire syrien. Cette coupure n'a jamais été acceptée par les syriens et explique leur présence au Liban.

On va également donner un petit territoire en haut de la Syrie : Alexandrette à la Turquie. Avant même la fin de la 2nde GM, l'affaiblissement des puissances coloniales permet à la Syrie et au Liban de devenir indépendants en 1941, sans remise en question des frontières définies par la France. En Syrie, cohabitent différentes communautés : parmi les musulmans, majoritaires, on trouve une majorité de sunnites, mais aussi des groupes comme les druzes et les alaouites (une branche hétérodoxe du chiisme). L'enjeu est donc de maintenir l'unité du pays et d'éviter l'éclatement. En 1963, eu lieu une prise de pouvoir par quelques officiers fondant le parti Baas sous le slogan « unité, liberté, socialisme », proposant d'instaurer la laïcité au niveau du pouvoir et de se fixer comme objectif l'unité du monde arabe.



Les migrants, entre accord et désaccord (suite)

Risque de terrorisme

Dans un contexte où les actes terroristes sont croissants, ce risque reste indéterminable avec précision. Cependant, Marc Trévidic, ancien juge antiterroriste au Tribunal de Grande Instance de Paris, affirme comme minime le risque de jihadistes qui pourraient s'infiltrer au sein des migrants arrivés en Europe. Selon une autre source, l'hebdomadaire Valeurs Actuelles, le Daesh a infiltré plus de 4.000 personnes dans les 340.000 migrants arrivés en Europe depuis début 2015. Impossible donc de mesurer ce risque qui reste néanmoins de l'ordre du possible. Une vigilance accrue doit être instaurée pour réduire au maximum cette possibilité.

Risque géopolitique: une fracture est-ouest

A l'heure où les pays centraux de l'Union Européenne tentent de s'accorder sur des quotas, les membres du V4 sont clairs. Il

faut « maintenir le caractère volontaire de mesures de solidarité de l'UE - de sorte que chaque État membre peut miser sur son expérience, les meilleures pratiques et les ressources disponibles » sinon « toute proposition conduisant à l'introduction du quota obligatoire et permanent pour les mesures de solidarité serait inacceptable ». Le premier ministre hongrois endosse un rôle de porte-parole de l'opposition. Entre générosité occidentale et égoïsme oriental, des inquiétudes de ruptures européennes vagabondent. Moins de 10 ans après le dernier élargissement, l'Europe restera-t-elle soudée ?

Avant tout il paraît inéluctable de trouver une solution rapide et efficace pour ce phénomène mais il serait judicieux de trouver une solution aux problèmes sous jacents de cette crise migratoire. Accueillir est une chose mais reconstruire en est une autre.

FOCUS SUR LE CONFLIT SYRIEN (suite)

C'est dans ce contexte qu'Hafez El Assad (alaouite père de Bachar) arrive au pouvoir en 1970 et que les soulèvements à Hamas des Frères musulmans seront sévèrement réprimés (30 000 morts). C'est aussi dans ce contexte qu'il faut comprendre le rapprochement entre l'URSS puis la Russie et le pouvoir syrien. Dans la région seul l'Irak de Saddam Hussein suivra ce mouvement baasiste.

Intéressons nous aux approches économiques et sociologiques. La France avait permis aux syriens d'intégrer des écoles militaires, notamment à Homs. Seuls les alaouites (et les druzes) ont profité de cette possibilité. Ils n'avaient rien, habitaient dans les montagnes et ont vu dans cette proposition une ouverture pour améliorer leur situation. L'économie syrienne est basée sur le commerce et l'agriculture. Les riches marchands (sunnites) d'Alep et de Damas sont peu intéressés par cette perspective. La démographie est particulièrement élevée chez les sunnites qui ont du mal à trouver des emplois, dans une économie qui manque de ressources naturelles et où le tourisme ne parvient pas à démarrer. L'appareil d'Etat ne recrute, dans l'armée et dans l'administration civile, que des alaouites, entraînant une frustration dans les autres communautés provoquant quelques rébellions. Le rapprochement avec l'Iran s'explique par une hostilité commune à l'Irak et à Israël. Il se manifeste par un soutien aux mouvements chiite soutenu par l'Iran au Liban depuis les années 80 et au Hamas dans la bande de Gaza. Ce rapprochement et ses dérives va fragiliser la position du clan Assad en Syrie (Bachar a succédé à son père en 2000), vis-à-vis des occidentaux, mais aussi des autres pays arabes (Arabie Saoudite, Jordanie, le Koweït, le Qatar...).

Cette rapide analyse met en évidence la complexité que peut revêtir chaque conflit. Pour la Syrie, nous savons pourquoi le pouvoir en place semble déterminé à aller au bout de son processus de répression de la rébellion mais aussi pourquoi les russes sont hostiles à toute intervention dans le cadre de l'ONU (ils prétendaient que les syriens n'avaient pas utilisé l'arme chimique puis ils se sont contredits en proposant que le pouvoir en place (Bachar El Assad) supprime les armes chimiques. La plupart des armes que la Syrie détient ont été fournies par les russes mais enfin pourquoi l'Iran et le Liban sont concernés.



Source : <http://www.pcf.fr/69879>

Le risque climatique

À l'approche de la Conférence Climat de Paris (COP21) et à l'occasion de la Climate Week qui s'est tenue le 22 septembre à New York, il semble important de se pencher sur le risque climatique auquel les entreprises du monde entier doivent s'adapter.

De plus en plus d'entreprises prennent conscience aujourd'hui du risque que représente le changement climatique sur leur activité.

En effet, la raréfaction des matières premières, la disparition accélérée des espèces végétales et animales et les phénomènes météorologiques extrêmes affectent non seulement les employés et les clients des entreprises, mais également leurs installations, leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement et de distribution. Leur modèle économique est donc directement menacé.

Les énergies renouvelables faisant l'objet d'une attention grandissante, il convient également de souligner que de nombreuses entreprises s'exposent à la perte d'importants clients et investisseurs tels que des groupes d'assurances ou des fonds de pension qui ne vont plus investir dans des entreprises dont l'activité repose encore sur des énergies fossiles telles que le

charbon. C'est le cas du groupe AXA, la Caisse des dépôts en France, ou encore le puissant fond d'investissement BlackRock. Le groupe AXA estime que les catastrophes naturelles ont quintuplé au cours des 50 dernières années et en France les indemnités liées aux phénomènes climatiques se sont élevées à 30 milliards d'euros ces deux dernières décennies.

Même s'il est vrai que certains secteurs de l'économie seront plus touchés que d'autres, toutes les entreprises seront affectées à plus ou moins grande échelle par le réchauffement climatique. C'est pourquoi, la Climate Week de New York réunit une fois par an les entreprises, les gouvernements et la société civile, afin de mettre en place des actions ambitieuses pour lutter contre le dérèglement climatique.

Lors de cet événement, le centre de recherche américain « Center for Climate and Energy Solution » a analysé les entreprises mondiales répertoriées dans l'indice boursier Global 100 de Standard and Poor's. Nous retrouvons notamment dans cette liste des entreprises telles qu'Axa, Carrefour, l'Oréal ou encore Total. Parmi elles, 91 reconnaissent l'existence d'un risque climatique menaçant leur activité et 84 ont intégré le changement climatique dans leur stratégie. Si ces chiffres évoluent dans le bon sens, il faut néanmoins reconnaître qu'ils demeurent insuffisants. En effet, peu d'acteurs économiques prennent en compte le seuil des 2°C recommandé par le WWF France aux entreprises françaises du Global 500 lors de la climate week à New York.

LE RISQUE CLIMATIQUE

UN RISQUE QUOTIDIEN

S'il est indéniable que l'adaptation au changement climatique constitue une préoccupation majeure pour les entreprises, nous pouvons considérer qu'il ne s'agit cependant pas là d'une véritable difficulté pour elles dans la mesure où par définition, une entreprise doit savoir s'adapter, évoluer et agir dans un environnement incertain et en perpétuelle mutation. Le risque climatique est donc un phénomène à l'importance grandissante pour elles mais sa prise en compte devrait s'intégrer naturellement dans leurs stratégies.

Il ne faut pas nier cependant que les investissements nécessaires à l'adaptation au changement climatique peuvent s'avérer colossaux. Cette adaptation peut conduire à modifier profondément la structure de l'entreprise lorsqu'elle implique par exemple d'abandonner des marchés pour en développer d'autres. Ce sera le cas pour une entreprise agroalimentaire qui abandonne un type de culture car les surcoûts d'irrigation et de traitements nécessaires au maintien de la production sur un territoire donné deviennent trop importants et s'ajoutent à l'augmentation d'autres coûts de production, comme le prix de l'énergie, de l'eau ou de celui du travail.

En revanche selon des estimations, il est primordial de rappeler que le coût de l'inaction serait bien plus élevé encore. Dans les pays européens, une véritable adaptation est estimée entre 0.1 et 0.5 % du PIB lorsque le coût de l'inaction est 10 fois supérieur. Ces résultats varient bien évidemment selon chaque entreprise et selon les efforts mis en place en vue d'une réduction d'émission de GES.

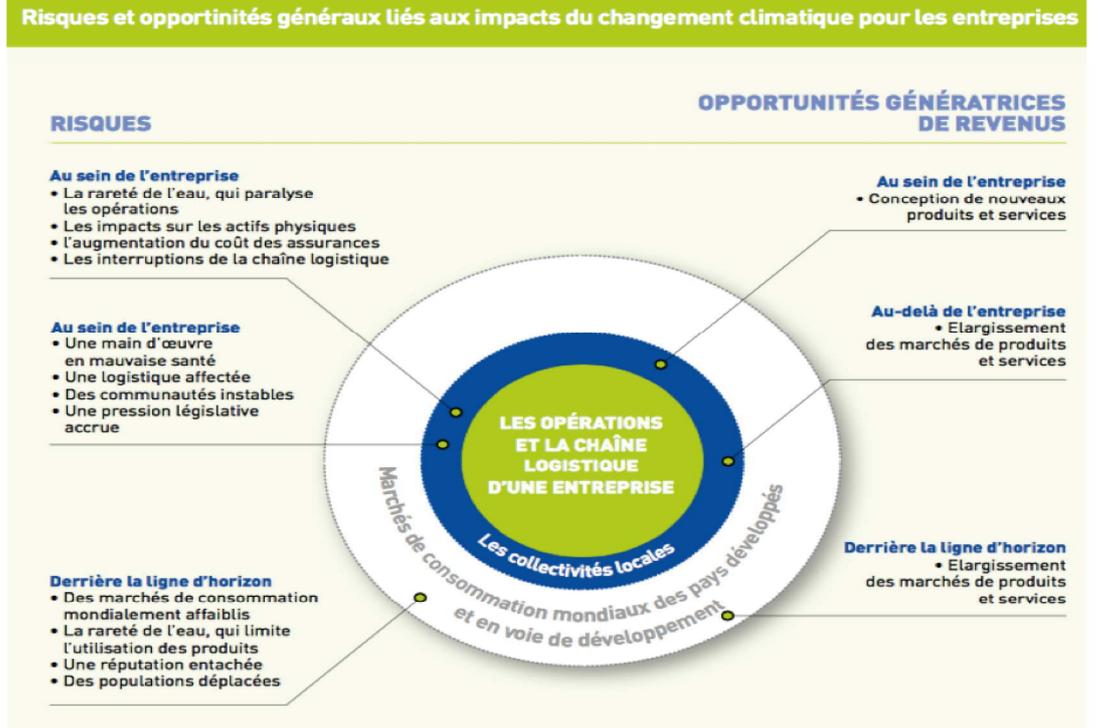
Il est important de prévoir la portée des impacts de l'adaptation pour l'élaboration d'un plan stratégique. C'est en effet en disposant d'une évaluation précise des coûts que les acteurs économiques pourront plus aisément réaliser les choix les plus pertinents.

Le secteur des assurances a d'ores et déjà adopté un certain nombre de mesures afin de connaître les besoins d'adaptation des différents acteurs économiques. Mieux comprendre les évolutions du climat et les coûts est fondamental pour les assureurs car ils doivent impérativement être en mesure d'estimer les besoins futurs de leurs clients afin de pouvoir leur proposer la couverture la plus adaptée, tout en limitant l'augmenta-

tion des primes versées.

Les compagnies d'assurance ont un rôle grandissant dans la couverture des pertes liées aux conditions météorologiques. Certaines entreprises peuvent en effet voir leur résultat significativement affecté par les aléas de la météo. C'est par exemple le cas de l'industrie pharmaceutique qui peut être affectée par la perte de biodiversité. Le rôle de l'assureur est donc de trouver de nouveaux produits d'assurance qui permettront de couvrir ces risques. En contrepartie les assurances pourraient exiger à leurs clients d'améliorer leur adaptation climatique pour réduire les niveaux de risques.

Comment lutter contre le changement climatique ?



Source : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ONERC_publicationEpE_ONERC_avril2014_WEB.pdf

Il existe plusieurs outils et démarches qui permettent de s'adapter au changement climatique.

Mesurer les émissions de gaz à effet de serre d'une entreprise et de ses éventuels sous-traitants.

Fixer le prix du carbone : donner un prix suffisamment élevé au carbone permet d'influencer les décisions stratégiques de l'entreprise et permet aussi de diriger les investissements vers les technologies bas carbone qui sont souvent plus coûteuses que les technologies classiques.

Intégrer le risque climatique dans la planification stratégique.

Utiliser d'avantage les énergies renouvelables : le coût des énergies renouvelables est aujourd'hui sensiblement le même que celui des énergies fossiles et il est en baisse constante depuis 10 ans.

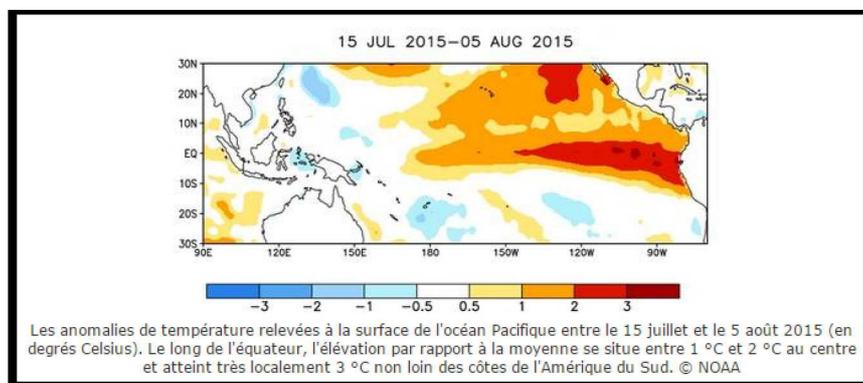
Carbone Neutral Now: c'est le nom de l'initiative lancée par l'ONU en pleine Climate Week de New York. Cette démarche repose sur 3 phases : mesurer, réduire et compenser. Une plateforme en ligne permet de calculer l'em-

preinte carbone et ce qui ne peut être réduit pourra être compensé en choisissant une initiative que l'on veut financer comme par exemple des projets de reforestation ou de développement des énergies renouvelables. Pour chaque type de projet, le prix de la tonne de CO2 est indiqué. Cet achat génère donc des revenus pour les projets et programmes développés par les Nations Unies.



Le phénomène « EL NINO »

« Il est très probable que 2014, 2015 et 2016 seront parmi les plus chaudes qui auront jamais été mesurées » sur la planète, soulignait Rowan Sutton, professeur au Centre national de science atmosphérique. Si le réchauffement climatique reste une préoccupation des dernières décennies, le phénomène El Nino continue lui aussi de préoccuper, notamment depuis cet été.



<http://www.futura-sciences.com/magazines/environnement/infos/actu/d/rechauffement-climatique-rechauffement-el-nino-inhabituel-records-chaaleur-2015-59495/>

El nino est un phénomène climatique qui a déjà connu plusieurs épisodes, celui de 1997-1998 restant le plus important en terme d'impacts et de dégâts. Il désigne une anomalie de température des eaux de surface qui s'étend de la côte Pacifique de l'Amérique du Sud au niveau de l'Equateur.

Les conséquences climatiques :

Les conséquences climatiques sont nombreuses et les impacts différents selon les pays. En effet, tandis qu'on craint de fortes pluies dans la zone sud de l'Amérique notamment au Chili et au Pérou, on craint l'effet inverse pour l'Australie et l'Asie du Sud Est. En effet ce dérèglement de la température des eaux du Pacifique risque d'affaiblir les moussons, qui ont globalement lieu entre le mois de juin et de novembre. Conséquence principale : une forte sécheresse qui impacterait directement les récoltes agricoles. A noter que le Paris Dakar qui devait partir de Lima (Pérou) en janvier 2016 a été annulé, par prévention au phénomène El Nino, qui dans ce contexte pourrait engranger des inondations et des glissements de terrain dues aux fortes pluies.

Les risques de maladie :

On constate notamment dans les régions de l'Amérique du Sud, suite aux fortes pluies et tempêtes, l'augmentation de l'humidité qui entraîne la prolifération des moustiques : la crainte est de voir émerger de nouveaux virus, qui pourraient marquer considérablement l'humanité.

Les risques humains et environnementaux:

Outre les impacts climatiques, les conséquences sur l'homme sont incommensurables. En Océanie, le risque de fortes sécheresses multiplie les risques d'incendies, dévastant sur son

passage des villages entiers et rendant les terres agricoles arides, voir inexploitable. Hormis une baisse de la production pour ces populations (dont la majorité des habitants vivent de l'agriculture), des risques de pénuries alimentaires sont aussi induits.

Effet bénéfique sur le marché agricole ?

Le prix des matières premières agricoles ne cesse de diminuer depuis un an. Selon l'Insee, sur août 2015, les prix agricoles ont diminué de 1,7 %. Et cette baisse est valable pour la dernière année, soit -2,1 % depuis l'été 2014. Cette baisse est en partie due à une abondance de la production, face à une consommation au ralenti. Economiquement, ce surplus de production tire les prix vers le bas : c'est la logique de la loi du marché. Mais si on prend dans ce raisonnement la mesure de l'impact « El Nino » sur ce marché des matières premières agricoles, on pourrait parler d'au moins un effet bénéfique de cette catastrophe naturelle. En effet les dégradations environnementales et climatiques qu'engendreraient le phénomène « El nino » impacteraient directement les récoltes telles que celles de : sucre, riz, café, huile de palme, ... Récoltes qui seraient revues à la baisse, au point que certains Etats comme l'Indonésie par exemple anticiperaient d'ores et déjà une augmentation de leurs importations en riz, afin d'éviter le risque de pénurie.

Outres les conséquences climatiques, environnementales, sanitaires et humaines, l'impact économique du phénomène El Nino est incommensurable. Mais il n'en reste pas moins l'un des plus difficiles à mesurer ...